

# Sahara marocain : processus lancé pour la représentation des États-Unis

CONFIRMATION. Les États-Unis persistent et signent dans la reconnaissance de la marocanité du Sahara avec un pas de plus vers l'ouverture d'un bureau à Dakhla.

*Par Le Point Afrique*

Publié le 10/01/2021 à 13h30

Quels vont être le rôle et le statut du bureau dont le processus d'ouverture est lancé ce dimanche 10 janvier à Dakhla dans la zone du Sahara et plus précisément dans une des provinces du Sud ? La réponse à cette question va être ultérieurement précisée par l'ambassade des États-Unis. En attendant, l'Amérique a concrétisé avec ce processus ouverture son acceptation de la marocanité du Sahara dans le cadre de l'accord signé sous les auspices américains ayant permis le rétablissement des relations entre le Maroc et Israël. Pas de quoi ravir les indépendantistes du Front Polisario à propos de ce territoire au statut non encore réglé par les Nations unies.

À LIRE AUSSI

**Luc de Barochez – Le coup de poker du roi du Maroc**

À LIRE AUSSI

## Maroc-Sahara-Israël : horizons renouvelés

### Un choix fort pour le bureau américain : Dakhla

La représentation est prévue à Dakhla, port de pêche situé dans le sud du Sahara occidental, destiné à devenir un « hub maritime régional » desservant l'Afrique et les Canaries grâce à un projet colossal de développement lancé par Rabat. L'événement, organisé aux derniers jours du mandat du président Donald Trump, est à rebours de la position des Nations unies qui considèrent le Sahara occidental comme un territoire autonome dans l'attente d'un statut définitif. Le secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, David Schenker - qui a commencé samedi une « visite historique » au Sahara occidental en atterrissant à Laâyoune, la capitale régionale - , est prévu pour présider l'événement, selon le compte Twitter de l'ambassade américaine au Maroc.

Ce geste diplomatique fort s'inscrit dans le cadre de l'accord tripartite signé le 22 décembre par les Américains, les Israéliens et les Marocains, actant une normalisation diplomatique entre le Maroc et l'État hébreu, avec une reconnaissance américaine de la souveraineté de Rabat sur le Sahara occidental. Il intervient alors que les négociations

politiques menées par l'ONU sur le statut de ce territoire désertique, situé au nord de la Mauritanie, piétinent depuis des décennies.

À LIRE AUSSI

## **Maroc-Sahara-Israël : horizons renouvelés**

À LIRE AUSSI

## **Bureau de liaison : une délégation marocaine en Israël**

### **Confirmation de la marocanité du Sahara**

Le Maroc, qui contrôle environ les deux tiers de ce territoire, veut une « autonomie sous contrôle ». Le Polisario, soutenu par l'Algérie voisine, milite pour l'indépendance et réclame un référendum d'autodétermination, prévu par l'ONU. Alors que Donald Trump se prépare à quitter la Maison-Blanche, ses équipes ont déployé au pas de charge les dispositions de l'accord qui a fait du Maroc le quatrième pays à normaliser ses relations avec Israël – après les Émirats arabes unis, Bahreïn et le Soudan —, tout en légitimant sa présence au Sahara occidental. La nouvelle carte du Maroc intégrant le

Sahara occidental a été adoptée par Washington trois jours après l'annonce de l'accord. Le premier vol commercial entre Tel-Aviv et Rabat a été affrété dix jours plus tard, en présence du gendre et conseiller de M. Trump, Jared Kushner. « En reconnaissant la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental, le président Trump a rejeté les statu quo ratés qui ne bénéficiaient à personne, et, à la place, il a mis en route une solution durable et mutuellement acceptable », avait souligné M. Kushner à l'époque.

À LIRE AUSSI

## Israël-Maroc : la paix marchandée

### **La concrétisation des éléments de l'accord Maroc-Sahara-Israël...**

L'accord prévoit l'ouverture d'un « consulat » américain à Dakhla et inclut une enveloppe de 3 milliards de dollars (2,4 milliards d'euros), débloquée par la Banque américaine de développement (DFC) pour le « soutien financier et technique de projets d'investissements privés » au Maroc et en Afrique subsaharienne. S'y ajoute un milliard de dollars (818 millions d'euros) pour l'entrepreneuriat féminin dans la région par l'intermédiaire de l'initiative « 2X Women Africa », financée par la DFC. Au-delà du volet financier, le

pouvoir marocain considère la validation américaine de « son Sahara » comme « une percée diplomatique historique ». Ces derniers mois, une vingtaine de pays - dont les Comores, le Liberia, le Burkina Faso, Bahreïn ou les Émirats - ont ouvert des représentations diplomatiques à Dakhla ou à Laâyoune (Nord), ce que le Polisario considère comme contraire au droit international. Le Polisario a rompu mi-novembre le cessez-le-feu signé en 1991 sous l'égide de l'ONU après que le Maroc a déployé ses troupes dans une zone démilitarisée à la frontière de la Mauritanie pour « sécuriser » la seule route vers l'Afrique de l'Ouest, régulièrement coupée par des indépendantistes.

#### À LIRE AUSSI

**Normalisation Maroc-Israël : des heureux, des mécontents et des déçus**

#### À LIRE AUSSI

**Accord de normalisation Maroc-Israël : sidération et colère en Algérie**

**... en attendant l'avis de Joe Biden**

Le président américain élu Joe Biden ne s'est pas encore prononcé sur le dossier du Sahara occidental. « Chaque administration dispose de la prérogative de décider sa politique étrangère », a rappelé M. Schenker cette semaine à Alger, où il a fait escale dans le cadre d'une tournée régionale. « Sur la question de savoir si les États-Unis seront présents sur le terrain au Sahara occidental, je veux être clair : les États-Unis n'établissent pas de base militaire au Sahara occidental » et l'état-major du commandement militaire américain pour l'Afrique (Africom) « n'y sera pas relocalisé », a-t-il dit.